

PROCÈS VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 5 OCTOBRE 2023
Membres de droit

Mme BERTRAND DORLEAC [Présidente de la FNSP]	<i>Excusée [proc. à M. Cazeneuve]</i>
Mme COLIN [Directrice Générale de la DGAFP]	<i>Excusée [proc. à M. Gallet]</i>
Mme LE BRIGNONEN [Directrice de l'INSP]	<i>Représentée par M. Lartigau</i>
M. LEWIS [Président de l'Université de Bordeaux]	<i>Représenté par M. Pujolar [proc. à M. Rousset]</i>

Personnalités extérieures

Mme BOUDINEAU	<i>Excusée [proc. à M. Rousset]</i>	Mme PAPIN	<i>Présente en visio</i>
M. CAZENEUVE	<i>Présent en visio</i>	M. ROUSSET	<i>Présent</i>
M. GALLET	<i>Présent</i>	Mme TEULIÈRES	<i>Présente</i>

Enseignants (Collège A)

M. COMPAGNON	<i>Présent</i>	M. SZYMCAK	<i>Présent</i>
Mme DUCHESNE	<i>Excusée [proc. à M. Ambrosetti]</i>	M. TIBERJ	<i>Présent</i>
M. PINSON	<i>Excusé [proc. à M. Tiberj en son absence]</i>		

Enseignants (Collège B)

M. AMBROSETTI	<i>Présent</i>	M. TROUVÉ	<i>Présent</i>
Mme GAUDIN	<i>Présente</i>	M. CAMES	<i>Présent</i>
Mme LECIS COCCO ORTU	<i>Excusée [proc. à Mme Gaudin]</i>		

Collège BIATSS

M. ROUGER	<i>Présent</i>
-----------	----------------

Étudiant-e-s

M. GEAY	<i>Présent</i>	Mme LE FLANCHEC	<i>Excusée [proc. à M. Fourticq-Esqueoute]</i>
M. FOURTICQ-ESQUEOUTE	<i>Présent en visio</i>	Mme NADEAU	<i>Présente en visio</i>
M. REVIL	<i>Présent</i>	M. REY	<i>Présent</i>
Mme DELFAUD	<i>Présente en visio</i>	M. SERNA	<i>Absent</i>
Mme VACHER	<i>Présente</i>		

Membres Ès Qualités

Mme BISAGNI-FAURE [Rectrice de l'Académie de Bordeaux, Chancelière des Universités]	<i>Représentée par M. Jardiné en visio</i>
M. DARBON [Directeur de Sciences Po Bordeaux]	<i>Présent</i>
M. BARREAULT [Contrôleur budgétaire, Directeur Régional des Finances Publiques]	<i>Excusé</i>
M. GALDERISI [Recteur délégué ESRI]	<i>Présent en visio</i>
Mme AMMAR-KHODJA [Agent comptable]	<i>Excusée</i>
Mme COUDERC	<i>Présente</i>

Invité-e-s

Mme Annézo	<i>Excusée</i>	Mme Pellarini	<i>Présente</i>
Mme Bassoulet	<i>Visio</i>	Mme Pinchault	<i>Présente</i>
M. Berrou	<i>Présent</i>	M. Prévot	<i>Présent</i>
M. Bertrand G.	<i>Présent</i>	M. Ramon, représentant de l'AAE	<i>Présent</i>
M. Bertrand O.	<i>Excusé</i>	Mme Reilhan	<i>Présente</i>
Mme Cardona	<i>Visio</i>	M. Sadran	<i>Visio</i>
Mme Caron	<i>Visio</i>	M. Smith	<i>Excusé</i>
Mme Delamarre	<i>Visio</i>	Mme Tajri	<i>Présente</i>
M. Déloye	<i>Excusé</i>	Mme Thiriot	<i>Présente</i>
Mme Duenas	<i>Excusée</i>		
Mme Forest	<i>Présente</i>		
M. Hoffmann-Martinot	<i>Excusé</i>		
M. Lafore	<i>Excusé</i>		
M. Le Graët	<i>Présent</i>		
Mme Martin	<i>Présente</i>		
Mme Nguyen	<i>Visio</i>		
M. Sadran	<i>Excusé</i>		

M. Cazeneuve présente ses excuses aux membres du conseil d'administration pour son absence due à des contraintes indépendantes de sa volonté. Il regrette d'autant plus de ne pas être parmi eux, car c'est son dernier conseil d'administration, et il aurait souhaité pouvoir leur exprimer en personne ses remerciements pour la manière dont les choses se sont déroulées durant toute la période de sa présidence. Il tient à dire à l'administration et au Directeur sa gratitude et à leur exprimer sa tristesse de devoir mettre un terme à sa présidence. Néanmoins, il affirme sa confiance dans le travail à venir du conseil. L'ordre du jour étant dense, M. Cazeneuve introduit tout de suite le point concernant l'approbation du procès-verbal.

1. Informations générales

■ Approbation du procès-verbal du CA du 03 juillet 2023 PJ.1

En l'absence de questions, M. Cazeneuve met la délibération aux voix.

Résultat du vote	Délibération 2023-31
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	27
	Pour 27
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée

■ Point d'information sur l'avancée du projet de labellisation DRS

Mme Reilhan présente un point d'avancement sur le projet de labellisation DRS (Développement Durable et Responsabilité Sociétale) :

■ Contexte et objectifs

Ce projet s'inscrit dans une initiative qui a été planifiée depuis de nombreuses années et qui est en cours depuis 2019. Il a été initié par un groupe de travail comprenant des étudiants et l'ancienne direction. L'objectif principal de ce projet est de structurer l'établissement autour des enjeux de développement durable. Il est important de noter que le développement durable englobe non seulement des aspects environnementaux, mais également des aspects économiques et sociaux, et qu'il s'agit donc de structurer l'établissement en prenant en considération ces trois domaines. Pour mettre ce projet en œuvre, l'IEP utilise un outil commun aux établissements d'enseignement supérieur, le label DRS. L'objectif principal est de créer un outil qui serve de levier pour l'engagement de l'établissement dans le développement durable. Les acteurs de ce projet de labellisation visent une transformation en profondeur qui soit partagée par l'ensemble des parties prenantes de l'établissement. Cette volonté est visible dans leur mode de fonctionnement : ils travaillent à la fois en collaboration avec un cabinet-conseil, Setec, et en comité de pilotage. Ce comité de pilotage, créé en mars 2022, regroupe des étudiants, des associations, des membres de l'administration, de la direction, des enseignants et des chercheurs. L'objectif de cette approche est d'assurer une représentativité exhaustive, de recueillir les points de vue de tous et de réfléchir collectivement pour prendre des actions et des décisions de manière collaborative.

■ Le label DRS, un outil d'auto-évaluation

Le label DRS est un outil commun aux établissements d'enseignement supérieur et a été développé par un organisme national français, le CIRSES. Dans un premier temps, il s'agit de dresser un bilan de ce qui existe déjà à Sciences Po Bordeaux, en identifiant les initiatives déjà en place, mais aussi en mettant en lumière les domaines où des améliorations sont nécessaires. Le label DRS évalue cinq domaines clés : la stratégie et la gouvernance, l'enseignement et la formation, la recherche et l'innovation, l'environnement, et la politique sociale. Il est important de noter que ce label ne se limite pas à des préoccupations environnementales, mais englobe tous les secteurs d'activités de l'établissement. Une fois que le bilan a été réalisé à travers le filtre du label DRS, il s'agit de passer à l'action sur les domaines où des améliorations sont nécessaires.

L'objectif est d'utiliser ce label pour structurer l'établissement dans une démarche durable. L'obtention du label n'est donc pas une fin en soi, mais plutôt le début d'un processus visant à devenir un établissement exemplaire dans tous les domaines évalués.

■ Les étapes à venir

Une candidature devrait être soumise en mars 2024. Pour ce faire, différentes étapes devront être franchies, comme la réalisation d'un second bilan carbone puisqu'un premier a déjà été effectué, la poursuite et la mise à jour de l'auto-

évaluation actuellement en cours, et la finalisation d'un document stratégique concernant les enjeux DDRS. C'est notamment pour cette dernière étape que les membres du CA seront mobilisés. L'objectif est de créer un processus collégial et partagé, impliquant l'ensemble des parties prenantes de l'établissement, avec des moments d'échange et de réflexion conjointe.

- Le premier moment d'échange sera la journée de sensibilisation aux enjeux DDRS prévue pour le 8 décembre prochain. L'objectif est de créer un événement unique et commun à l'ensemble de la communauté, à la fois le personnel enseignant et administratif et les étudiants.
- Le deuxième moment d'échange sera lors de la réunion des chefs de service du 11 janvier 2024, soit la première réunion de chefs de service de l'année 2024. Les chefs de service seront amenés à discuter collectivement des enjeux DDRS et explorer comment chaque service peut s'engager dans cette démarche.
- Le troisième moment consistera en une réunion de concertation, qui réunira les membres de différentes instances institutionnelles, notamment les membres de la CPCA, de la Commission scientifique et du comité social d'administration (CSA), en janvier 2024. L'objectif est de rassembler ces personnes pour discuter concrètement des actions à entreprendre et examiner les éventuels obstacles au sein de la communauté afin de trouver des solutions appropriées.

Organiser ces divers moments d'échange permettrait qu'un document stratégique finalisé puisse être présenté pour délibération au CA de mars 2024. Mme Reilhan insiste sur le fait qu'il s'agit bien d'impliquer l'ensemble de la communauté, y compris les membres du conseil d'administration, ainsi que les autres membres des instances institutionnelles de l'établissement.

En l'absence de questions, M. Cazeneuve introduit le point suivant.

M. Darbon rappelle la nécessité légale de vérifier les procurations.

Mme Tajri procède à la lecture des procurations.

2. Ressources humaines

■ Adoption de la politique d'emplois sur Titre II (transformations) PJ.2

Mme Couderc explique qu'il est demandé au Conseil de se prononcer sur des transformations de postes relevant du titre 2. Il s'agit de :

- La demande et la proposition de transformation d'un poste vacant d'ingénieur de recherche en un poste d'ingénieur d'études.
- La transformation d'un poste de technicien en un poste d'assistant-ingénieur.
- La transformation d'un poste de technicien en un poste de bibliothécaire assistant.e spécialisé.e (BIBAS).

En ce qui concerne les postes d'ingénieur d'études et d'assistant-ingénieur, il est important de noter que les BAP (Branche d'Activité Professionnelle), c'est-à-dire la spécificité du poste et les fonctions associées, seront définis en 2024, conformément à la réglementation en vigueur.

En l'absence de questions, M. Cazeneuve soumet la délibération au vote.

Résultat du vote	Délibération 2023-32
Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	27
	Pour 27
	Contre 0
	Abstention 0

→ Résultat : adoptée

■ Modification de la charte de l'agent contractuel PJ.3

Mme Couderc précise qu'il s'agit de mettre à jour la charte des agents contractuels. Cette modification vise à accorder aux agents contractuels les mêmes avantages que ceux des agents titulaires s'ils assument des sujétions ou des

fonctions particulières. Les membres du CA peuvent constater sur le document que les propositions de primes sont identiques à celles offertes aux agents titulaires occupant les mêmes fonctions.

En l'absence de questions, M. Cazeneuve soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		<i>Délibération 2023-33</i>
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		27
	Pour	27
	Contre	0
	Abstention	0

→ **Résultat : adoptée**

3. Affaires statutaires

■ **Modification de l'instruction relative aux déplacements professionnels PJ.4**

Mme Tajri explique qu'il s'agit de mettre à jour l'instruction en conformité avec un arrêté national paru le 20 septembre dernier. Cet arrêté modifie les tarifs réglementaires de remboursement des frais de repas et de prise en charge des nuitées d'hôtel pour les agents publics en mission. Concernant les frais de repas, les tarifs réglementaires de remboursement passent de 17,50 € à 20 € en métropole et de 21 € à 24 € en outre-mer, sachant que l'IEP applique aussi les 24 € en Martinique. En ce qui concerne les frais d'hébergement, l'établissement ne doit modifier que quelques tarifs. Cela démontre que la hausse des tarifs dans ce secteur avait été anticipée et que l'établissement était déjà en conformité avec la réglementation. Seuls quatre tarifs sont modifiés : pour les grandes villes (>200 000 habitants), le tarif d'hôtel passe de 110 € à 120 € ; en outre-mer, il passe de 90 € (ou 100 € en Nouvelle-Calédonie, îles Wallis et Futuna et Polynésie française) à 120 € ; pour la Commune de Paris, le tarif est fixé par le nouvel arrêté à 140 € mais l'établissement continue d'appliquer 150 € ; en outre, le taux pour les agents reconnus en qualité de travailleur handicapé est relevé de 120 € à 150 €. Cette mise à jour vise donc simplement à aligner le document interne sur la réglementation nationale récente.

En l'absence de questions, M. Cazeneuve soumet la délibération au vote.

Résultat du vote		<i>Délibération 2023-34</i>
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		27
	Pour	27
	Contre	0
	Abstention	0

→ **Résultat : adoptée**

4. Politiques de l'établissement

■ **Adoption du schéma directeur de la vie étudiante PJ.5**

M. Prévot rappelle que le schéma directeur est un document stratégique et obligatoire qui engage l'IEP sur cinq projets en lien avec la vie étudiante de l'établissement. Il a été élaboré en collaboration avec les étudiants, grâce à une enquête menée entre février et mars de cette année et qui a reçu un taux de participation de 25 %. Cette enquête a permis aux étudiants de s'exprimer sur les aspects liés à leur vie dans l'établissement, mais aussi en dehors et ils espèrent ainsi pouvoir répondre au mieux à leurs besoins. Globalement, il y a un sentiment de satisfaction général, avec tout de même un point de préoccupation par rapport à la santé mentale, où les besoins se font sentir plus fortement, mais M. Prévot souligne que de nombreux établissements rencontrent ce problème. Dans la construction de ce schéma, il a fallu trier entre ce que l'établissement est en mesure de mettre en place et ce qui n'est pas réalisable. Par exemple, il y a des demandes récurrentes concernant les déplacements, avec la prise en charge des forfaits TBM pour l'ensemble des étudiants. Ces demandes sont difficiles à mettre en place pour l'établissement et il a donc fallu exclure certaines propositions. La première liste de ces résultats, compilée par la chargée d'enquête de

l'établissement, Mme Marie Annézo, leur a permis de créer une première ébauche de ce schéma, qu'ils ont ensuite présenté aux représentants étudiants.

Deux rencontres avec les élus étudiants ont été organisées. La première visait à recueillir leur avis sur la première ébauche du schéma directeur, en ce qui concerne les actions, les thèmes, et les axes, ainsi que toute suggestion d'actions supplémentaires. La seconde, a présenté le projet qu'il partage aussi aujourd'hui aux membres du CA. M. Prévot les invite d'ailleurs à parcourir le document pour des détails plus précis : pour chaque action, thème et axe, ils trouveront des chiffres clés, des indicateurs et des jalons. Les indicateurs permettront de suivre et de rendre compte des progrès au cours des cinq prochaines années lors des réunions du conseil d'administration. M. Prévot présente les différentes thématiques et les actions à venir ou à encourager.

Thématique 1 : accueil et intégration.

- Premier objectif : Améliorer l'accueil et faciliter l'intégration de tous les élèves.
 - Mettre à disposition des étudiants des ressources et des informations thématiques, pour qu'ils aient accès aux ressources lorsqu'ils en ont effectivement besoin. En effet, même si l'établissement fournit actuellement de nombreuses informations, ils ont pu constater que les étudiants peuvent oublier ou ne plus avoir accès à ces informations lorsque le besoin se fait sentir. Des boîtes à outils et des ressources ludiques et accessibles vont donc être travaillées.
 - Poursuivre l'organisation des journées d'intégration et de cohésion. Cette démarche a été entamée dès cette rentrée, avec une journée de cohésion réussie.
 - Cartographier et repenser les espaces disponibles pour favoriser les moments informels de la vie étudiante. Bien que l'établissement n'ait pas la possibilité de s'agrandir indéfiniment, il est possible de réaménager les espaces existants et de leur donner une nouvelle utilité.
- Deuxième objectif : Accompagner les élèves à gérer leur charge de travail universitaire.
 - Analyser et répartir de manière plus équilibrée la charge de travail universitaire. Cela implique la réalisation d'enquêtes d'observation auprès des étudiants pour évaluer la charge de travail dans le temps, sur les semestres et les semaines. L'objectif est de réorganiser les délais et les échéances des devoirs et rendus pour qu'il y ait un meilleur équilibre tout au long de l'année.
 - Intégrer des éléments concrets liés aux enseignements dans les syllabus de formation.
 - Mettre en place un outil de sensibilisation et d'accompagnement à l'organisation du temps de travail et à la gestion du stress.

Thématique 2 : l'insertion professionnelle.

- Objectif : Renforcer les dispositifs d'accompagnement à l'orientation et l'insertion professionnelle des élèves.
 - Faciliter l'accès des élèves aux informations utiles pour construire leur projet professionnel.
 - Proposer des outils innovants et des modules d'information en lien avec le Service de la Vie Étudiante.
 - Produire un catalogue de l'orientation pour continuer à offrir un accompagnement carrière de qualité.
 - Permettre aux étudiants de découvrir le milieu professionnel dès leur premier cycle universitaire, notamment en relation avec l'introduction de la Validation de l'Engagement Citoyen (VEC). Les étudiants devront réaliser 150 heures d'engagement citoyen au cours de leurs quatre premières années d'études et des stages en mobilité semestrielle seront possibles.
 - Poursuivre la mise en place d'un dispositif de mentorat étudiant en s'appuyant sur le réseau d'anciens élèves (alumni).

Thématique 3 : santé, bien-être.

- Premier objectif : Améliorer la prévention et la promotion de la santé étudiante.
 - Poursuivre les actions de communication pour informer les étudiants des services disponibles et des contacts utiles, en renforçant les partenariats, notamment avec l'Espace Santé et les partenaires comme avec l'hôpital Charles Perrens.
 - Accorder une attention particulière aux étudiants les plus isolés afin de veiller à leur bien-être.
 - Proposer une sensibilisation sur les démarches administratives pour l'accès aux soins, en collaboration avec l'Espace Santé.
 - Mettre en place des actions ciblées et des modules spécifiques dirigés par des étudiants en relais santé internes. Depuis l'an dernier, trois étudiantes sont employées pour les aider dans ces missions.
 - Intégrer les associations étudiantes aux actions en lien avec la santé.
 - Poursuivre la dynamique d'accès et la valorisation d'une pratique sport santé.



- Deuxième objectif : Promouvoir une alimentation de qualité et encadrer les consommations addictives des élèves.
 - S'appuyer sur les associations étudiantes déjà impliquées dans ces domaines pour sensibiliser et encourager une alimentation de qualité.
 - Faciliter l'accès à des produits alimentaires de qualité en prenant en compte les enjeux environnementaux.
 - Mener des actions de sensibilisation sur le tabac et d'autres substances addictives, en tirant parti des campagnes existantes, telles que celle de Santé Publique France sur la consommation d'alcool.
 - Aménager des espaces de restauration d'appoint agréables et conviviaux pour répondre aux besoins des étudiants, notamment ceux qui préparent leur propre nourriture, de plus en plus nombreux.

Thématique 4 : le handicap.

- Objectif : Accueillir et accompagner les élèves porteurs de handicaps.
 - Formaliser un schéma directeur du handicap, un travail initié par Nina Duenas et qui sera poursuivi par Alexis Lemaire Patin, le nouveau chargé d'égalité de genre et de lutte contre les violences et les discriminations.
 - Sensibiliser les élèves et améliorer leur connaissance des procédures et dispositifs existants.
 - Participer à des groupes de travail thématiques impliquant plusieurs établissements.
 - Accompagner les étudiants qui apportent leur aide aux élèves en situation de handicap et poursuivre la rémunération des étudiants preneurs de notes, qui assistent leurs camarades lors des cours et des examens.

Thématique 5 : le harcèlement et les discriminations.

- Objectif : Lutter contre le harcèlement et les discriminations.
 - Élargir le spectre du travail engagé dans la lutte contre les violences sexistes, sexuelles et toutes les formes de violence.
 - Continuer le travail de sensibilisation aux enjeux liés au harcèlement et aux discriminations.
 - Mettre en place des actions thématiques menées par le chargé de mission en charge de l'égalité des genres, de la lutte contre les violences et des discriminations.
 - Faciliter l'accès à l'information sur les dispositifs et les ressources disponibles.

Thématique 6 : logement et mobilités.

- Premier objectif : Permettre aux élèves d'étudier dans de bonnes conditions de logement.
 - Proposer un outil d'entraide étudiant pour la publication d'offres de logement, en remplacement des échanges sur Facebook, qui ne sont plus aussi efficaces étant donné que cette plateforme n'est plus largement utilisée par les étudiants.
 - Améliorer la communication concernant les dispositifs d'aide au logement.
 - Développer la concertation avec les partenaires et les professionnels du logement étudiant.
 - Poursuivre l'accompagnement des élèves en année de mobilité à Sciences Po Bordeaux.
- Deuxième objectif : Encourager la mobilité douce des élèves.
 - Objectiver et sécuriser les espaces disponibles pour les cyclistes.
 - Développer un outil d'entraide étudiante pour les publications d'offres de covoiturage, dans le cadre d'un projet interétablissements.
 - Proposer des journées de sensibilisation à la sécurité routière.
 - Faciliter l'accès aux infrastructures des transports en commun.

Thématique 7 : ressources et emploi.

- Premier objectif : Proposer des solutions aux élèves rencontrant des difficultés financières.
 - Renforcer la visibilité des dispositifs d'aide financière et d'aide d'urgence pour que les étudiants en aient une meilleure connaissance.
 - Identifier les étudiants les plus vulnérables et rompre leur isolement et leur précarité, notamment en s'appuyant sur les délégués de conférences, qui seront formés à repérer ces étudiants et les orienter vers les services de ressources.
 - Proposer à tous les élèves des ressources bon plan dans leur vie quotidienne.
 - Sensibiliser les associations étudiantes sur la vulnérabilité financière de certains de leurs camarades.
 - Encourager et préparer à la mobilité internationale.



- Deuxième objectif : Permettre aux élèves de mieux vivre leur scolarité quand ils sont dans l'obligation de travailler.
 - Valoriser les compétences acquises dans le cadre des expériences professionnelles hors de la formation, notamment en les reconnaissant et en les intégrant dans le parcours académique des étudiants via la VEC.
 - Proposer des outils carrières d'accompagnement dans la recherche et la valorisation des emplois étudiants.
 - Développer les formations en alternance et en apprentissage à Sciences Po Bordeaux.
 - Améliorer la connaissance des élèves concernant le statut d'étudiant salarié.

Thématique 8 : engagement autour de la vie associative.

- Objectif : Enrichir et cadrer la vie associative de Sciences Po Bordeaux.
 - Développer la reconnaissance de l'engagement étudiant et des compétences, dans le cadre de la VEC, notamment.
 - Renforcer la collaboration entre l'administration et les associations étudiantes. Le pair-à-pair est très efficace, les associations étudiantes jouent un rôle clé dans la sensibilisation, la prévention et l'action. Il est donc important de travailler avec elles pour mettre en œuvre ce type d'actions.
 - Aménager un espace dédié au développement des initiatives étudiantes.
 - Poursuivre le déploiement du dispositif d'accueil des athlètes de haut niveau et artistes de haut niveau.

Thématique 9 : développement durable et responsabilité sociétale.

- Objectif : Proposer un environnement d'études éco-responsable.
 - Mettre en place des actions de sensibilisation au changement climatique et de préservation de l'environnement.
 - Renforcer l'information et la formation aux débouchés professionnels sur les carrières vertes.
 - Rechercher des solutions durables pour poursuivre la démarche d'amélioration des performances environnementales du bâti et le confort thermique des usagers.
 - Poursuivre la sensibilisation aux écogestes.
 - Coordonner les actions avec les associations étudiantes spécialisées.
 - Transformer l'approche des mobilités en formation.

Thématique 10 : activités culturelles.

- Objectif : Développer l'offre culturelle à Sciences Po Bordeaux.
 - Favoriser l'accès de tous les élèves à la culture en travaillant avec des partenaires comme les opéras, les théâtres pour obtenir des prix avantageux ou la prise en charge de billets.
 - Valoriser l'engagement artistique et culturel des élèves.
 - Améliorer la communication des événements culturels.
 - Consolider l'offre culturelle et valoriser la culture scientifique de l'établissement.

M. Cazeneuve le remercie pour cette présentation très complète et donne la parole à Monsieur le Recteur délégué.

M. Galderisi exprime ses regrets pour son arrivée tardive due à un malentendu et indique que son intention était d'assister au conseil d'administration en personne. Il tient à souligner sa satisfaction concernant la mise en place rapide des principales recommandations du schéma territorial de la vie et du bien-être étudiant par Sciences Po Bordeaux. Il se réjouit également de l'attention portée à l'accès à la culture, qui était déjà prévue dans le schéma territorial. Il n'a pas de question, mais tenait simplement à féliciter et remercier l'établissement pour son travail. Il souligne que Sciences Po Bordeaux pourrait être le premier établissement de la région Nouvelle-Aquitaine à approuver son schéma directeur de la vie étudiante en conformité avec l'ensemble des dispositions du schéma territorial.

M. Cazeneuve s'enquiert d'éventuelles autres prises de parole.

M. Darbon souhaiterait souligner que le schéma directeur est construit dans le cadre d'une démarche COMP (Contrat Objectifs Moyens Performance), sur laquelle ils devront travailler à partir de 2024 pour l'année 2025. Ce schéma est donc basé sur l'identification d'objectifs, de jalons et d'indicateurs, et il prévoit des systèmes d'évaluation qui permettront de valider ou d'invalider les orientations prises, avec l'aide des associations étudiantes. Il s'intègre donc dans la perspective plus globale d'une planification à long terme et d'un système d'évaluation généralisé.

M. Gallet soulève deux remarques, une de forme et une de fond. Concernant la remarque de fond, il partage son enthousiasme pour la liste d'actions présentée, mais souligne que ces intentions nécessitent des moyens adéquats pour être mises en œuvre et il trouve que les ressources disponibles ont été peu détaillées dans ce document. En ce qui concerne la forme, il propose qu'une note de synthèse d'une page soit rédigée pour mettre en avant les priorités et hiérarchies de ce programme. Il estime que le schéma est très complet, voire trop complet, et qu'une synthèse serait utile, notamment pour les personnalités extérieures qui ne sont pas quotidiennement impliquées dans ces réalités-là.

Mme Papin remercie M. Prévot pour la présentation et le travail réalisé. Elle souhaite souligner la disponibilité des collectivités locales qu'elle représente, notamment la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole, à collaborer étroitement avec Sciences Po Bordeaux sur plusieurs domaines, tels que la mobilité et la culture. Elle évoque des discussions antérieures avec M. Darbon concernant un éventuel conventionnement entre la Ville de Bordeaux et Sciences Po Bordeaux, qui pourrait inclure des propositions relatives à la vie étudiante et à la culture, et exprime son souhait que ce travail puisse progresser dans les semaines et les mois à venir.

M. Galderisi mentionne que Sciences Po Bordeaux a contribué à une enquête menée par la région Nouvelle-Aquitaine en collaboration avec tous les établissements du périmètre, portant sur les questions de formation, d'orientation et d'insertion professionnelle des étudiants. Il souligne les résultats intéressants de cette enquête, qui pourraient nourrir la réflexion sur d'éventuelles mises à jour du schéma directeur de la vie étudiante, et s'engage à les partager avec M. Darbon pour qu'il puisse les prendre en compte. Il apprécie la qualité des retours obtenus de la part des étudiants de Sciences Po Bordeaux, notant un pourcentage supérieur à la moyenne, ce qui témoigne de leur volonté de contribuer à l'amélioration de l'insertion, de l'orientation et de la formation, même pour un établissement où ces questions ne sont pas naturellement prédominantes, comme c'est le cas pour les universités généralistes.

M. Rousset partage l'avis de M. Gallet : le document est riche, mais il ne permet pas suffisamment d'identifier les priorités et les moyens d'action. Il suggère que pour les présentations futures, soient mise en évidence deux ou trois priorités claires, accompagnées des modalités pour faire avancer les choses.

M. Prévot prend en compte les commentaires et les suggestions formulées et les remercie pour leurs retours.

En l'absence d'autres remarques, M. Cazeneuve met aux voix la délibération.

Résultat du vote		Délibération 2023-35
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		29
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

5. Organisation générale des études

■ Modification du règlement des études et des examens PJ.6

Mme Thiriot rappelle que le règlement des études et des examens a été réformé en juillet dernier pour tenir compte de la réforme du premier cycle. La réforme se faisant progressivement, les modifications de juillet concernaient uniquement la première année. Les modifications actuelles concernent la préparation de la mobilité pour les étudiants actuellement en première année, dont la moitié partiront l'an prochain et l'autre moitié partiront dans deux ans. Elles portent donc sur les dispositions de transition prévues au titre 3, section 1.

- L'article 2.1 concerne le classement de mobilité, qui fonctionnait précédemment sur la base d'une mobilité académique annuelle. Avec la nouvelle réforme, les étudiants auront la possibilité de réaliser une mobilité mixte, comprenant un premier semestre dans une université étrangère suivi d'un deuxième semestre sous la forme d'un stage. Pour faciliter l'organisation avec les partenaires académiques étrangers, deux classements distincts seront établis : un pour les étudiants qui souhaitent partir en mobilité internationale toute l'année et un second pour ceux qui ne souhaitent partir qu'au premier semestre et réaliser un stage au second semestre.
- L'article 4 traite de la mobilité académique internationale, dont les modalités restent inchangées.

- L'article 5 concerne la mobilité mixte, qui sera proposée dès la prochaine rentrée pour les étudiants de première année qui partiront. Cette mobilité mixte comprend obligatoirement un premier semestre dans une université partenaire à l'international et un deuxième semestre en stage. Ces modifications du règlement s'appliquent aux étudiants actuellement en première année et dans le cas où leur choix ne pourrait pas être finalisé, des étapes de procédure sont précisées pour permettre de les réorienter vers une mobilité académique annuelle.
- L'article 6 porte sur la mobilité académique au sein d'une université française et ne subit aucune modification par rapport à la pratique antérieure.
- L'article 7 n'est également pas modifié.
- L'article 8 traite du travail personnel pendant cette période de transition et garantit des conditions équitables pour les deux groupes de première année, qu'ils partent l'année prochaine ou dans deux ans. Ainsi, le mémoire ne pourra pas être crédité pendant l'année de transition, comme prévu à l'avenir dans la nouvelle maquette, mais ce travail personnel reste une option disponible pour les étudiants qui le souhaitent.

En l'absence de questions, M. Cazeneuve propose de passer à la suite de la présentation.

M. Le Graet explique que le point soumis au vote du conseil d'administration concerne le titre 8, qui régit les études des Executive Master à Sciences Po Bordeaux. Les Executive Master sont des cycles de formation destinés aux professionnels en activité, offrant une formation continue adaptée à leurs besoins. Sciences Po Bordeaux propose actuellement quatre Executive Master, regroupant environ une cinquantaine d'étudiants. Cette réforme est le résultat de l'expérience acquise depuis l'instauration du titre 8 en octobre 2017 et a été élaborée en collaboration avec le Conseil des études et présentée à la Commission de la formation continue et de l'apprentissage. Elle vise à détailler la notion de bloc capitalisable, en conformité avec les réformes du droit de la formation professionnelle.

Dans le préambule, le point 1 précise que les Executive Master sont composés de quatre blocs de formation, chacun représentant six mois d'études, ainsi que d'un mémoire. L'ensemble de ces quatre blocs et du mémoire constitue le parcours ou la spécialité du diplôme. Le point 6 introduit deux types de jurys différents pour les Executive Master, une conséquence de la notion de bloc capitalisable. Avant, il y avait un jury à la fin des deux premiers blocs (équivalents à une première année) et un jury à la fin de la deuxième année, qui marquait la diplomation complète si les résultats étaient suffisants. Avec l'introduction de la notion de bloc capitalisable, les étudiants ont la possibilité de suivre les quatre blocs de leur Executive Master non pas sur deux ans, mais sur quatre ans. Ces modifications visent à rendre les Executive Master plus flexibles et accessibles à un public professionnel en activité, en prenant en compte leurs contraintes personnelles et financières. En conséquence, des jurys auront lieu à la fin de chaque bloc, au lieu des jurys annuels.

L'article 2.2 rappelle que chaque bloc de formation est découpé en modules, est capitalisable et fait l'objet d'un dispositif d'évaluation spécifique. Une nouveauté est que la validation de chaque bloc permet d'obtenir un certificat qui est reconnu au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP), ce qui lui confère une valeur juridique. Cette modification vise à répondre à la demande de professionnels qui souhaitent suivre uniquement un bloc de formation en raison de contraintes financières ou de temps. En obtenant un certificat RNCP et une reconnaissance juridique, ils ont la possibilité de mobiliser des financements publics pour cette formation partielle.

Enfin, des précisions sont proposées dans les articles suivants :

- Clarification de la notion de modules dans les maquettes de formation pour éviter les confusions avec la notion de certificat.
- Validation du parcours personnalité par un jury d'admission. Un élément important est ajouté concernant la possibilité de parcours individualisé, qui permet aux étudiants de suivre le Master sur une période plus étalée, par exemple sur quatre ans. Pour obtenir ce type de parcours, les étudiants doivent faire valider leur demande par le jury d'admission, qui vérifie les prérequis et peut recommander une formation préalable si nécessaire ou des lectures particulières. Ce jury prendra sa décision lors d'un entretien de positionnement.
- Précision concernant la validation du diplôme. Des précisions ont été apportées sur l'exigence de notes minimales pour certaines épreuves disciplinaires. Si un étudiant obtient 8/20 ou moins, il doit repasser l'épreuve obligatoirement.
- Précision concernant le mémoire. Les étudiants en formation continue peuvent rencontrer des difficultés pour terminer leur mémoire en temps voulu. Dans ce cas, un redoublement est possible, mais il est limité à une année supplémentaire pour éviter des calendriers intenable.

- Précision sur la mention. La mention sera décernée en fonction des résultats obtenus sur les deux années d'études, soit les quatre blocs et le mémoire.

M. Cazeneuve remercie M. Le Graet pour cette présentation très claire et complète et s'enquiert d'éventuelles questions.

Mme Gaudin souhaiterait savoir quel sera le niveau RNCP d'un seul certificat.

M. Le Graet explique que le RNCP n'exige pas de préciser le niveau de chaque bloc séparément. Cependant, dans un souci de cohérence, Sciences Po Bordeaux a choisi de préciser que les blocs 1 et 2 sont de niveau 6, tandis que les blocs 3 et 4 sont de niveau 7. Cette classification est alignée sur la logique générale des diplômes de Sciences Po, qui sont conçus pour être obtenus en deux années d'études. La question des prérequis et de la séquence de validation des blocs sera examinée par le jury d'admission à chaque cas particulier pour garantir la cohérence du parcours de chaque étudiant.

M. Lartigau aimerait avoir la confirmation que le diplôme est inscrit au RNCP. Il précise également qu'il ne comprend pas l'intérêt des certifications pour chacun des quatre blocs, sachant que la logique initiale est que les personnes suivent la totalité des blocs.

M. Le Graet répond que le diplôme est effectivement inscrit au RNCP puisqu'il s'agit du diplôme de l'IEP. Concernant la question des blocs, M. Le Graet précise qu'il s'agit de proposer aux personnes qui souhaitent obtenir le diplôme complet, mais qui ont des contraintes particulières (financières, disponibilité, etc.) de pouvoir commencer par le bloc de leur choix et d'élaborer un parcours individualisé – cette situation ne concerne que 10 à 20 % de l'effectif total. La certification des blocs est également importante pour les personnes qui ne souhaitent suivre qu'un ou plusieurs blocs, et non la formation en entier. Cela leur permet de certifier des compétences spécifiques et de bénéficier de financements publics, notamment le compte personnel de formation, en ayant un certificat inscrit au RNCP pour chaque bloc suivi. Ces blocs peuvent d'ailleurs être choisis dans des parcours différents.

En l'absence d'autres questions, M. Cazeneuve met la délibération aux voix.

Résultat du vote		Délibération 2023-36
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		29
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ Résultat : adoptée

■ Modification du règlement des procédures d'entrée PJ.7

Mme Pellarini précise que les modifications du règlement des procédures d'entrée s'inscrivent dans le contexte de la réforme du premier cycle. Les principaux changements apportés sont :

- Suppression de la procédure d'entrée en troisième année : étant donné qu'une année de mobilité est désormais intégrée en troisième année, il n'est plus possible de recruter des étudiants en troisième année pendant cette année de mobilité.
- Précision sur l'épreuve de langue vivante (LVB) : le règlement précise que la LVB choisie pour l'épreuve écrite doit être celle étudiée au sein de l'établissement en cas d'admission. Cette modification vise à éviter tout changement de LVB après la réussite de l'épreuve.
- Absence à une épreuve : il est désormais clairement indiqué que tout candidat absent à l'une des épreuves sera considéré comme défaillant. Cette mesure garantit que tous les étudiants sont évalués sur l'ensemble des modalités des épreuves.

En l'absence de commentaires, M. Cazeneuve met la délibération aux voix.

Résultat du vote		Délibération 2023-37
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30

Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		29
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ **Résultat : adoptée**

6. Vie étudiante

■ Modification des règlements du F.A.I.R.E PJ. 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14

Mme Pellarini précise que les modifications apportées au règlement FAIRE (Fonds d'aide à l'insertion et à la réussite des élèves) visent principalement à clarifier les procédures et à améliorer la compréhension pour les étudiants. Les principaux changements effectués sont :

- Les aides financières FAIRE ne peuvent servir que de compléments dans le financement du projet de l'étudiant et ne peuvent pas constituer la seule source de revenus pour le bénéficiaire.
- Concernant l'élection du président de la commission exécutive, une mise à jour est apportée pour refléter la réalité, car il n'y a qu'un seul enseignant membre de la commission. Le règlement est donc ajusté en conséquence.
- Les étudiants sont informés qu'une seule demande d'aide financière peut être effectuée pour un même projet. Cette modification vise à rendre le processus plus transparent pour les étudiants.
- Le service instructeur devient le service des admissions. Cette modification est similaire pour les autres règlements relatifs aux aides financières.

En l'absence de commentaires, M. Cazeneuve met la délibération aux voix.

Résultat du vote		Délibération 2023-38
Effectif statutaire du CA		30
Membres en exercice		30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote		29
	Pour	29
	Contre	0
	Abstention	0

→ **Résultat : adoptée**

7. Informations et questions diverses

M. Cazeneuve s'enquiert d'éventuelles questions diverses.

M. Darbon indique qu'il n'y a pas de questions diverses, mais il souhaiterait prendre la parole sur quelques éléments.

- La négociation de la fiche RNCP. L'IEP est en cours de négociation de la fiche RNCP pour le diplôme de Sciences Po Bordeaux. Cette négociation est menée en collaboration avec Sciences Po Paris et les autres établissements du réseau Sciences Po. L'objectif est de moderniser la fiche RNCP et de préserver la spécificité du diplôme de Sciences Po. M. Darbon souligne l'importance de protéger la marque Sciences Po pour maintenir la qualité de la formation, notamment face à des établissements qui cherchent à s'approprier cette appellation sans partager les mêmes caractéristiques ni en termes de capacité pédagogique, ni en termes d'exigence, ni en termes de structure et d'organisation. M. Darbon insiste sur le fait que la décision de protéger la marque Sciences Po n'est en aucun cas une mesure conservatrice ou réactionnaire, mais plutôt une stratégie visant à protéger la qualité de l'enseignement offert aux étudiants. Cette démarche est guidée par une vision prospective, en tenant compte des futures transformations des IEP. M. Darbon sollicite l'aide du conseil d'administration dans cette entreprise, y compris des membres sortants, pour bénéficier de leurs compétences et de leur positionnement externe, qui peuvent apporter un regard différent sur les enjeux universitaires.
- La lutte contre les violences sexistes et sexuelles. M. Darbon souligne l'engagement continu de l'IEP envers une politique de tolérance zéro en ce qui concerne les violences sexistes et sexuelles (VSS). Il précise que l'IEP renforce ses actions en matière de lutte contre le harcèlement et les rumeurs. Il insiste sur l'importance de maintenir un dialogue ouvert avec les associations étudiantes, même en cas de désaccord, et il souligne la qualité du dialogue noué jusqu'à présent avec les associations et les étudiants.



- La réforme du second cycle. M. Darbon indique qu'il s'agit d'un chantier important à venir. Il remercie les membres du conseil d'administration pour leur participation à la réforme du premier cycle et pour les avoir incités à ne pas se lancer trop hâtivement. Ce temps pris pour modifier les conditions de la réforme a été bénéfique : la réforme a été mieux partagée et plus largement acceptée grâce à cette démarche. M. Darbon exprime la nécessité de renforcer la participation des membres du conseil d'administration dans la réforme du second cycle, en particulier en ce qui concerne les doubles diplômes et le renforcement de la science et de la culture scientifique au sein de notre formation. Il précise que ce renforcement ne se fera pas au détriment de la culture classique et des besoins spécifiques d'un Institut d'Études Politiques.

M. Darbon termine son intervention en exprimant sa gratitude envers les membres du Conseil d'administration pour leur soutien, leur aide et leur constance lors des nombreuses réunions tenues au cours des derniers mois. Il exprime également sa reconnaissance envers le Président du Conseil d'administration pour sa contribution précieuse malgré un emploi du temps chargé et tient à souligner la capacité du Président à modérer les échanges et à maintenir une constance dans la direction, ce qui a permis de rétablir une certaine harmonie au sein de l'Institut d'Études Politiques. Il mentionne également l'importance de la décision du Président de continuer à présider le Conseil au moment de l'arrivée d'une nouvelle direction et reconnaît le rôle déterminant qu'il a joué.

M. Darbon annonce également la création d'un comité des partenaires pour impliquer davantage les parties prenantes extérieures à l'établissement dans les discussions sur les orientations et priorités. Il termine en remerciant de nouveau tous les membres du conseil et invite d'autres intervenants à prendre la parole.

M. Rousset remercie le conseil d'administration pour les six années passées et exprime sa satisfaction humaine et intellectuelle à siéger dans ce conseil. Il note les nombreux changements que l'IEP a connus en six ans, tels que Parcoursup, la révision des modalités d'accès, la crise sanitaire, la lutte contre les VSS et la promotion de l'égalité des chances, le déplacement de l'année de mobilité et la réforme du premier cycle. Il salue la qualité des échanges au sein du conseil d'administration de l'IEP et note l'importance croissante accordée au bien-être des étudiants, ce qui lui semble être un changement positif par rapport à sa propre expérience en tant qu'étudiant à Sciences Po. Il souligne le rôle périphérique des personnalités extérieures dans ces évolutions, ce qui lui semble plutôt sain. Selon lui, leur rôle est d'aiguiller la réflexion en posant des questions. Il termine son intervention en souhaitant bonne chance pour la réforme du deuxième cycle et encourage le maintien de la qualité des discussions, en évitant les travers du débat public, tels que les binarismes et les invectives.

M. Cazeneuve remercie chaleureusement le Directeur pour ses mots et témoigne de l'engagement sincère qu'il a mis dans sa responsabilité. Il souligne l'importance des relations de confiance établies au sein du conseil d'administration et l'apaisement du climat qui a favorisé des discussions constructives. Il exprime son affection et son regret de quitter le conseil, qui compte un certain nombre d'amis personnels. En conclusion, il formule des vœux de réussite et de prospérité pour l'établissement, auquel il est profondément attaché.

M. Darbon précise qu'ils réinviteront M. Cazeneuve pour matérialiser cette fin de Conseil d'administration. Il mentionne la tenue d'un petit cocktail pour les participants présents physiquement, tout en regrettant que ceux en visioconférence ne puissent y participer.

Plus aucune question n'étant posée et l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.